



Assistance à l'élaboration de l'Agenda 21 de la Communauté Urbaine de Bordeaux

Profil Territorial

Février 2010

Sommaire

2

Introduction - 3

4. Le profil territorial, la première étape de l'Agenda 21

5. Le cadre de référence national pour les projets territoriaux de développement durable

6. Les enjeux : définition

7.8.9.10 Le profil territorial Agenda 21 de la CUB : présentation

Mode d'emploi des fiches finalités, des fiches enjeux, du curseur de prise en compte de l'enjeu

Profil territorial - 11

12. Axe 1 : Promouvoir la cohésion sociale et les solidarités entre générations et territoires

17. Axe 2 : Lutter contre le changement climatique, préserver les ressources et les milieux

27. Axe 3 : Le développement économique au regard du développement durable

34. Axe 4 : La CUB comme administration exemplaire et durable

38. Axe 5 : La CUB comme partenaire pour un territoire durable

Annexes - 41

Sigles et abréviations - 42

Sources - 43

Introduction

Le profil territorial, la première étape de l'Agenda 21

4

Entretiens élus/services
Entretiens partenaires
Étude documentaire



ANALYSE des ENJEUX

(filtre du cadre de référence national)

Profil territorial

Concertation (ateliers)

Diagnostic stratégique et prospectif

Le cadre de référence national pour les projets territoriaux de développement durable

5

- **Les 5 finalités de développement durable :**

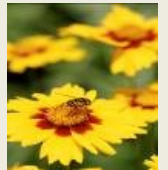
Changement climatique et protection de l'atmosphère

Ressources et Biodiversité

Épanouissement de chacun

Cohésion sociale & solidarités territoriales

Production & consommation responsables



- **Les déterminants du développement durable :**

La participation des acteurs

L'organisation du pilotage

La transversalité de la démarche

L'évaluation

Une stratégie d'amélioration continue



Les enjeux : définition

6

- **Définition du MEEDDM :**

- Un ensemble d'éléments révélés par le diagnostic

Des éléments sur lesquels il faudrait agir :

- Soit parce qu'ils sont susceptibles de générer d'importants bénéfices pour l'intercommunalité et le territoire
- Soit parce qu'on anticipe à leur sujet des modifications importantes qu'il faudra prévenir, accompagner ou organiser...
- Un enjeu s'exprime à l'aide d'un substantif : il se constate, il s'identifie, mais il n'est pas la résultante d'un choix.
- Une fois identifiés, on peut établir des hiérarchies entre les enjeux que l'on souhaite traiter de façon plus ou moins prioritaire.

Exemple : si « le vieillissement de la population » est un enjeu, « s'appuyer sur les relations intergénérationnelles pour assurer l'insertion des personnes âgées » peut être un objectif.

Le profil territorial Agenda 21 de la CUB : présentation

7

- **5 axes :**
 - Axe 1 : Promouvoir la cohésion sociale et les solidarités entre générations et territoires
 - Axe 2 : Lutter contre le changement climatique, préserver les ressources et les milieux
 - Axe 3 : Le dynamisme économique au regard du développement durable
 - Axe 4 : La CUB comme administration exemplaire et durable
 - Axe 5 : La CUB comme partenaire pour un territoire durable
- **24 enjeux** répartis dans ces 5 axes d'analyse

Mode d'emploi des fiches finalités

8

Intitulé de la finalité

Prise en compte actuelle de la
finalité par la CUB
(analyse des politiques)

Politiques et projets à venir

Questions-clefs issues du diagnostic
qui préparent la phase de stratégie

**Indicateurs renseignés dans le
diagnostic et qui pourront être repris
par l'Agenda 21**

Mode d'emploi des fiches enjeux

9



Mode d'emploi du curseur de prise en compte de l'enjeu

10

- Cet outil permet de donner une **vision synthétique** du **positionnement** des actions et **politiques** menées par la **CUB**, en matière de **développement durable** au regard des enjeux identifiés.
- Le renseignement de ce critère consiste à **évaluer le degré de prise en compte de l'enjeu** par les actions de la CUB. Ce degré de prise en compte est donc une « **notation** » du positionnement de l'action de la CUB selon l'échelle suivante :

5	Une politique globale qui passe par l'inscription de l'enjeu dans les documents structurants Des actions structurantes menées par la CUB pour répondre à cet enjeu,
4	mais sectorielles, peu transversales
3	Des actions ponctuelles menées par la CUB pour répondre à cet enjeu
2	Des études pour mieux appréhender l'enjeu et quelques actions à la marge
1	U

Aujourd'hui, quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

1 2 3 4 5



Cela donne une photographie, à un instant t et compte-tenu des informations dont nous disposons, de la prise en compte des enjeux par la CUB.

Profil territorial

Axe 1 : Promouvoir la cohésion sociale et les solidarités entre générations et territoires

12

Les enjeux



- **Transversaux :**
 1. La gestion des conséquences de l'attractivité résidentielle du territoire
- **Thématiques :**
 2. L'adaptation de l'offre de logements aux besoins spécifiques des populations
 3. Mixité sociale et mixité fonctionnelle, le lien entre le développement du territoire et l'accueil des populations
 4. Mobilité et solidarité, l'accessibilité et la sécurité des modes de déplacements pour tous

Enjeu 1 : La gestion des conséquences de l'attractivité résidentielle du territoire

13

• Des points forts

- Aquitaine : 4^{ème} région française pour sa croissance de population (7,3%)
- Coût de vie inférieur de 20,6% à celui de Paris et 4,4% par rapport à Lyon
- Un cadre de vie d'exception : 1^{er} ensemble urbain inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, 1^{ère} région française pour les vins d'AOC, 50% d'espaces naturels, agricoles et forestiers, proximité de la mer et de la montagne, manifestations artistiques et festives toute l'année
- Reprise de la construction et baisse de la vacance depuis 2005
- Création en 2009 d'un Observatoire du Foncier
- Observatoire de l'Habitat, formalisé en 2004 (A'Urba) : outil d'aide à la décision pour les différents acteurs de l'habitat, outil de suivi et de mobilisation du PLH
- Dessertes aériennes (Bordeaux-Mérignac : 5^{ème} aéroport régional avec 3 millions de passagers par an) et autoroutières (liaisons vers l'Espagne)
- Un système éducatif diversifié et international : 23 grandes écoles, des sections internationales délivrant des doubles diplômes, une école bilingue, 5^{ème} université de province avec près de 78 000 étudiants inscrits (dont 8 000 étrangers). L'opération Campus a pour objectif de permettre à l'agglomération de créer un nouveau modèle d'université et de se hisser parmi les meilleures d'Europe. Les quatre universités et les grandes écoles réunies au sein du PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur), prévoient de délivrer des diplômes au nom générique de l'Université de Bordeaux.

• Des axes de progrès

- Retard de la production de logements (des besoins estimés dans le PLH à au moins 4200 logements par an, déficit de construction de 600 logements/an).
- Flambée des prix immobiliers et fonciers
- Un étalement urbain alimenté par l'augmentation du nombre de foyers et la recherche du modèle de la maison individuelle (cf. enjeu 7)

Projets de la CUB

- PADD : « Renforcer les centralités des communes et développer de nouveaux programmes de logements pour limiter l'étalement urbain »
- Bordeaux Métropole Ambitions 2010/2020 : faire de la métropole une porte de l'Europe sur l'Arc Atlantique et un pôle majeur du Grand Sud-ouest, notamment grâce au renforcement des liaisons autoroutières, ferroviaires, aériennes et maritimes[...]. Développer les réflexions pour la mise en place d'une ligne ferrée entre l'aéroport et la gare Saint-Jean. Concertation recherchée avec l'aéroport de Toulouse, afin de développer les complémentarités.
- Gare Saint-Jean : futur centre du projet d'aménagement Bordeaux Euratlantique, anticipant la LGV
- PLH : établir la programmation pluriannuelle de la construction neuve de logements sociaux avec les partenaires ; organiser la veille foncière
- Plan de mandature 2008/2014, objectif de produire 6000 logements par an, soit 1000 logements de plus que les objectifs du PLH
- Création d'un EPFL départemental en cours

Question clé pour la CUB : Dans quelles conditions accueillir de nouvelles populations sur le territoire de l'agglomération (offre de logement, cadre de vie, lutte contre l'étalement urbain...)?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 2 : L'adaptation de l'offre de logements aux besoins spécifiques des populations

14

- Des points forts

- Une prise en compte des logements spécifiques :

- ✗ PLH et PIG, proposer une offre plus importante adaptée aux besoins spécifiques : un effort porté principalement sur une offre de logements adaptés aux revenus des ménages les plus modestes
 - ✗ Dispositif départemental de logement des personnes les plus défavorisées « Programme Social Thématique »
 - ✗ Participation au programme régional de construction/requalification du logement étudiant, qui prévoit 2 750 nouveaux logements conventionnés d'ici 2010 et 3 900 places de cités universitaires rénovées d'ici 2015.
 - ✗ Schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage en Gironde

- Depuis 2006 la CUB a agréé 6343 logements locatifs conventionnés (PLAI/PLUS/PLS)

- ADIL : salle de documentation avec brochures, plaquettes d'information, notamment sur l'accessibilité du logement aux personnes handicapées

- Des axes de progrès

- Articulation démographie/production de logements : un rythme de production de logements qui s'est ralenti depuis 2007, alors même que la région bordelaise est la 4ème région pour sa croissance de population (+7,3%)
 - D'où des besoins en logements spécifiques liés à la dynamique d'évolution démographique :
 - ✗ Étudiants: 80% des jeunes vivant dans des logements autonomes sont logés dans le parc privé
 - ✗ Un manque de logements adaptés aux personnes âgées
 - Des besoins liés aux problématiques spécifiques de certaines populations :
 - ✗ Handicap: un retard dans la construction de logements adaptés au handicap
 - ✗ L'accueil des gens du voyage : seulement 36% des places d'aires d'accueil réalisés

Projets de la CUB

- Plan Local de l'Habitat :

- Aider financièrement les opérations de logements PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) et PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration)
 - Définir une stratégie communautaire pour développer la production de logements abordables en accession
 - Assurer la déclinaison locale du PDALPD (Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées)
- Signature en 2008 d'une charte de coopération pour dynamiser la production de logements sociaux (CUB / Fédération des promoteurs constructeurs / bailleurs sociaux)

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?



Enjeu 3 : Mixité sociale et mixité fonctionnelle, le lien entre le développement du territoire et l'accueil des populations

15

- **Des points forts**

- **Mixité sociale : des réponses apportées aux besoins de logements sociaux**
 - ✦ Depuis 2006, la CUB a agréé 6 343 logements locatifs conventionnés
 - ✦ PACT Habitat et Développement de la Gironde, une action en faveur de l'insertion sociale des ménages les plus modestes: animation de l'opération PIG Habitat
- **Mixité fonctionnelle, une thématique prise en compte dans la Charte de développement économique: promotion et soutien à la localisation et au développement d'activités tertiaires dans le centre de la métropole et dans différents centres urbains**
 - ✦ Réhabilitation et reconversion d'immeubles ou de quartier
 - ✦ Promotion de la mixité fonctionnelle

- **Lutte contre les discriminations :**

- ✦ Auto saisine du C2D en mars 2009, pour étudier les relations entre les indicateurs de mesure des discriminations existants et les mesures concrètes de lutte contre les discriminations. Auditions en cours auprès du monde associatif, de la recherche et des ressources humaines ,afin de pouvoir établir un état des lieux des discriminations sur l'agglomération.
- ✦ En janvier 2010, la CUB relaie la campagne du Collectif contre l'Homophobie : conférence et affichage

- **Des axes de progrès**

- **Mixité sociale:**
 - ✦ Un manque de logements sociaux : le déficit cumulé par rapport aux objectifs du PLH atteint sur 5 années 1 500 logements pour la CUB
 - ✦ Une stagnation du parc locatif conventionné : en 2005, il représente 21% de l'offre d'habitat de la CUB, une part qui reste faible au regard des besoins des ménages. Il manque près de 11 000 logements sociaux dans 10 communes déficitaires au regard des critères de la loi SRU
 - ✦ Une spécialisation sociale du territoire, une faible mixité : accession à la propriété de plus en plus sélective dans les secteurs urbains et concentration des logements sociaux sur quelques villes (40% à Floissac, 64% à Lormont...)
- **Mixité fonctionnelle:**
 - ✦ Des capacités foncières mal exploitées pour le développement de l'habitat
 - ✦ Un manque de commerces de proximité en centre-ville

Projets de la CUB

- PLH et PIG : proposer une offre plus importante adaptée aux revenus
- Signature d'une charte de coopération pour dynamiser la production de logements sociaux
- Dispositif départemental de logement des personnes les plus défavorisées « Programme Social Thématique »
- Plan Local de l'Habitat: permettre l'accession abordable dans les sites de projets et de projets communautaires
- Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées
- Charte de développement économique
- Bordeaux Ecoparc : accueil d'entreprises spécialisées mais aussi d'équipements publics, d'un pôle universitaire, etc.

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 4 : Mobilité et solidarité, l'accessibilité et la sécurité des modes de déplacements pour tous

16

- **Des points forts**

- Mobilité pour les quartiers sensibles : dans le cadre de l'appel à projets du Feder sur les quartiers sensibles (2007-2013), démarche expérimentale d'amélioration de la mobilité des populations en difficulté : dans 5 villes pilotes, des parcours de mobilité personnalisés ont été composés en partenariat avec les associations appropriées. Ces dispositifs ont ensuite été étendus à d'autres publics, ciblés par les services sociaux.
- Un transport à la demande (cible : personnes âgées, personnes à mobilité réduite...) : 'Créabus'

- **Des axes de progrès**

- 46% des véhicules du parc des transports en commun est accessibles aux personnes à mobilité réduite
- Le transport à la demande 'Créabus' n'est pas étendu à toutes les communes, et pas de connaissance de la présence d'autres TAD sur le territoire

Projets de la CUB

- Plan de mandature 2008 /2014 : 100% des véhicules du parc des transports en commun accessibles aux personnes à mobilité réduite en 2015
- A l'étude avec le soutien du Conseil Général : création d'une plateforme de mobilité pour les personnes en insertion

Questions clés pour la CUB : Quelles possibilités d'étendre l'expérimentation Feder de mobilité pour l'insertion dans les quartiers sensibles, à l'ensemble des cibles présentes sur le territoire ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Axe 2 : Lutter contre le changement climatique, préserver les ressources et les milieux

17

LES ENJEUX

- **Transversaux :**

- 5 La sensibilisation du grand public aux thématiques et marges d'action du développement durable, en lien avec les partenaires du territoire
- 6 La coordination des acteurs de l'énergie, du logement et de l'habitat dans la construction, l'exploitation et l'usage de l'habitat
- 7 Étalement urbain et prise en compte des principes du développement durable dans l'aménagement du territoire
- 8 Aménagement et valorisation du « potentiel nature » de l'agglomération

- **Thématiques :**

- 9 L'articulation de l'offre de transports alternatifs à la voiture individuelle
- 10 L'incitation et l'accompagnement des acteurs du territoire vers des mobilités durables
- 11 Une approche globale des risques et nuisances
- 12 Une approche transversale de la problématique des déchets
- 13 Une culture autour de l'eau (connaissance, gestion...)



Enjeu 5 : La sensibilisation du grand public aux thématiques et marges d'action du développement durable en lien avec les partenaires du territoire

18

- **Des points forts**

- Education au développement durable des scolaires : 7000 écoliers sensibilisés et 2000 participant à un Agenda 21
- Communication institutionnelle de la CUB basée sur les objectifs de sensibilisation au tri sélectif et aux économies d'eau
- Une évolution des mentalités des agents de la Cub, qui fait suite aux actions de sensibilisation
- L'Agence Locale de l'Energie portée par la Cub, a un rôle de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs et habitants sur les questions énergétiques (cf .enjeu n°2)
- Le réseau Entreprendre autrement, accompagnement des porteurs de projets ESS), réalisé en partenariat avec la CRESS, intègre le développement durable dans les sensibilisations et accompagnement que mène le Réseau auprès de ses lauréats .Cependant les aspects sociaux sont plus étudiés que ceux environnementaux

- **Des axes de progrès**

- Manque de connaissance et d'appropriation des espaces naturels de la Cub par les habitants
- Manque d'outils de sensibilisation à la biodiversité, aux paysages
- Des temps de sensibilisation à renouveler au sein de la Cub : innovants, et participatifs concernant les eco gestes
- Après la phase d'appropriation, demande de formation opérationnelle par les agents de la Cub
- Nécessité d'une coordination Cub/communes pour organiser une sensibilisation au développement durable s
- Une répartition département/Cub à clarifier : Le Département sensibilise au développement durable et à l'environnement les acteurs associatifs locaux et les communes, sachant que les actions de communication sont réalisées faites par la direction de la communication
- Nécessité d'actions éducatives importants autour de l'agriculture biologique
- Un sentiment d'appropriation du développement durable par tous les services qui minimise l'importance d'une expertise développement durable propre à un service.
- La Cub accompagne des actions de sensibilisation des associations : une enveloppe budgétaire est disponible pour les subventions...mais il manque des critères d'affectation, et un plan d'action

Projets de la CUB

Questions clés pour la CUB : Quelle coordination recherchée entre les acteurs œuvrant dans le champ de la sensibilisation au développement durable ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 6 : La coordination des acteurs de l'énergie, du logement, de l'habitat, dans la construction, l'exploitation et l'usage de l'habitat

19

• Des points forts

- Efficacité énergétique du bâti intercommunal (cf axe 5)
- Réhabilitation des écoles : actions de traitement destinées aux économies d'énergie avant cession aux communes
- Thermographie des bâtiments publics, visuel en accès libre par habitation sur le site internet de la Cub.
- Dans le cadre du PIG, la Cub finance les propriétaires privés pour l'amélioration des performances énergétique
- La Cub joue un rôle de conseil et d'accompagnement via des outils tel que le guide méthodologique pour les opérations de rénovation ou de construction de logements : référentiel de qualité environnementale des logements
- Organisation d'une journée d'échanges sur les économies d'énergie Cub /communes, à l'attention des élus avec la participation des services techniques
- Création portée par la Cub d'une Agence Locale de l'Energie en 2007 : deux objectifs à savoir, le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergies. Réalisation d'un bilan énergie et émission de gaz à effet de serre. L'ALE est un relai auprès des habitants, aménageurs, communes...
- La consommation énergétique moyenne est due au gaz peu émissif en GES soit 58% du total
- Complexe thermique des Hauts de Garonne : réseau de chaleur issu de l'incinération des ordures ménagères fournissant 12 000 équivalent logements
- Participation financière de la Cub à la création de la SEM régionale pour le développement des énergies renouvelables

• Des axes de progrès

- Une amélioration du fonctionnement du PIG sur les communes de taille importante est à rechercher
- Eco prêt à taux zéro :
 - Environ 10% d'éco-prêts accordés contre seulement 6 en Aquitaine.
 - Il semble que les particuliers optent pour des bouquets de travaux alors que la mauvaise isolation des toitures est cause de nombreuses déperditions énergétiques.
 - Peu de données locales existant permettant de réaliser un bilan

Questions clés pour la CUB : Au delà de la construction, quelle réflexion autour de la qualité d'usage du bâtiment et de l'exploitation ?

Projets de la CUB

Plan de mandature 2008-2014

- Extension et optimisation du complexe thermique des Hauts de Garonne

- Recherche de solutions techniques innovantes comme la récupération de l'énergie produite par les réseaux d'assainissement

Plan climat en cours

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 7 : Étalement urbain et prise en compte des principes de développement durable dans l'aménagement du territoire

20

Des points forts

- La zone urbaine représente 45,5% du territoire selon la classification du PLU
- Une réflexion lancée autour d'une orientation plus durable du PLU (consultation du CAUE)
- La révision du SCOT a permis d'en faire un outil pour lutter contre l'étalement urbain et de rationaliser l'utilisation du foncier
- La CUB souhaite impulser du développement durable dans ses projets mais ne peut pas contrôler totalement les projets du reste du territoire, d'où l'élaboration de guides pour inciter les communes à intégrer le développement durable dans leurs projets. La volonté est de donner aux maires, opérateurs des conseils, explications.

Ce rôle de conseil est bien perçu par les communes et certains maires sollicitent la CUB en tant que conseil.

Autre temps de pédagogie : la délégation d'aide à la pierre. Peu à peu, la CUB oriente les projets des communes, mais constate que ce travail de pédagogie n'est jamais acquis

- La CUB assume également un rôle de coordination, de passeur d'informations entre les
- Communes avec la volonté de mettre en cohérence les différents outils existants sur le territoire (PLH, PLU, PDU, SDE, SCOT, Projet métropolitain, plan climat, Agenda 21...)
- Un important réseau de transports en commun : 44 km de lignes de tramway, plus de 700 km de pistes cyclables, 14 parcs-relais facilitant les trajets pendulaires alternatifs à la voiture.
- Poursuite du recentrage urbain en densifiant autour des pôles de centralité ainsi que des axes de transport en commun
- Production de logements à prix maîtrisés, volonté de favoriser la mixité sociale et fonctionnelle (cf enjeu n°2)

Des axes de progrès

- Un étalement urbain alimenté par l'augmentation du nombre de foyers et la recherche du modèle de la maison individuelle. En moyenne, habitat à 50/60km du lieu de travail
- Action limitée de la CUB sur les transports en commun sortant de son territoire de compétence : une coordination à rechercher avec le département

Questions clés pour la CUB : Quelle action sur les déplacements pour limiter les conséquences de la périurbanisation ? Quelle synergie entre les acteurs d'un urbanisme durable (habitat, eau, énergie, transport...) ?

Projets de la CUB

Adhésion prévue à l'établissement Public Foncier local, recherche d'une meilleure synergie Conseil général et communautés voisines

Bordeaux Métropole Ambitions 2010/2020

Eco parc : projet d'un Centre technique et d'animation pédagogique pour l'Aménagement et la Construction durables dont la mission sera de développer et d'animer la filière éco-construction sur l'Ecoparc

Mise en place du projet Eco cité, lequel concerne 4 communes. La CUB projette mettre une personne à disposition de la CUB, et finance des dépenses d'ingénierie.

Développement de l'intermodalité (cf. enjeu n°9)

Plan de mandature 2008/2014

Politique d'aménagements urbains répondant à 3 enjeux essentiels :

- la poursuite du recentrage urbain en densifiant autour des pôles de centralité ainsi que des axes du transport en commun
- la production de logements à prix maîtrisés
- le développement durable et la mise en place d'éco-quartiers.

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 8 : Aménagement et valorisation du « potentiel nature » de l'agglomération

21

•Points forts

- 50% d'espaces naturels, paysagers, ou agricoles, 2 sites Natura 2000
- Via le Réseau nature, La Cub s'est engagée depuis 2007 dans une politique de préservation des espaces naturels : plusieurs outils (observatoire, Charte de gestion, schéma directeur)
- Plusieurs programmes lancés par la Cub sur les espaces naturels de son territoire :
 - Parc des Jalles : espace diversifiée dans sa typologie et dans ses usages
 - Plan Garonne : appropriation du fleuve, déclinaison local d'un programme régional.
 - La Boucle Verte relie les grands espaces naturels et les parcs urbains sur 147 km sur 20 communes de la Cub avec des liaisons pédestres et deux roues

•Axes de progrès

- Refonte des programmes existants pour permettre le financement des projets des communes
- Manque de connaissance et d'appropriation des espaces naturels de la Cub par les habitants
- Manque d'outils de sensibilisation à la biodiversité, aux paysages

Projets de la CUB

Devenir une «Agglomération nature » : volonté dégagée des ateliers de travail de mutualiser, d'échanger avec une traduction opérationnelle. Structuration du projet autour de la trame verte et bleue. Le projet est en attente d'une validation politique

Plan de mandature 2008-2014

Mise en ligne des principales données environnementales concernant le territoire de la Cub

Questions clés pour la CUB : Quelle communication mettre en place autour des espaces naturels du territoire ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 9 : L'articulation de l'offre de transports alternatifs à la voiture individuelle

22

• Des points forts :

- 44 km de lignes de tramway, plus de 700 km de pistes cyclables, 14 parcs-relais, 6 minibus électriques circulant dans le centre historique de Bordeaux
- Bilan énergétique des transports en commun : 78 % des voyages du réseau Tbc sont dits « propres » : 74 rames de tramway et 6 navettes électriques et des véhicules thermiques répondant aux normes EURO
- Des opérateurs de covoiturage et d'autopartage soutenus par la CUB
- Vélo : lancement le 22/02/2010 de V-CUB (système de location de vélo en libre-service). Les engagements du délégataire:
 - Des vélos classiques aux arrêts de tram et bus (à l'intérieur des boulevards).
 - Des « stations V-Cub + » pour les salariés de zones d'activités (proximité de la rocade), service gratuit
 - Des arceaux de stationnement déployés sur et autour des stations de tram
- Un « schéma directeur des itinéraires cyclables »
- Une politique d'installation d'arceaux à vélo sur les communes
- CUB territoire national d'expérimentation du « tourne à droite » à vélo
- Création d'une « boucle verte » : 20 balades urbaines piétonnes
- Recherche d'une continuité de cheminements doux sur le territoire
- Réorganisation récente des services de la CUB avec un « Pôle Mobilité » : approche transversale

• Des axes de progrès :

- Un tramway très régulièrement saturé, « victime de son succès », et certaines lignes de bus délaissées à son profit. Saturation de la desserte universitaire
- Des déplacements difficiles de périphérie à périphérie
- Révision du PDU en retard
- Quelle efficacité et usage des deux sites Internet de covoiturage ?

Projets de la CUB

- Objectif de 15% de déplacements en vélo d'ici 2015
- La stratégie pour le tramway à échéance 2013 est de passer d'une fréquence de 5 min aujourd'hui à 3min20 ou 2min30, et de « lisser » la fréquence en journée entre les heures pleines et creuses
- Plan de mandature 2008 /2014 : objectifs d'une meilleure accessibilité et de l'inter modalité, augmentation attendue de 60% de voyageurs supplémentaires, la majorité des habitants à moins de 500 m d'un arrêt de TC, projet de déploiement d'un système d'information multimodale en ligne
- Projet de création d'un ticket unique utilisable sur la Communauté avec les 3 Autorités Organisatrices de Transports (CR, CG33, CUB). Création de l'association « Movable » dans cette optique

Question clés pour la CUB : Comment aborder les habitants hors CUB (60% du CO² émis par l'automobile sur l'agglomération sont produits par les populations habitant dans l'aire urbaine mais hors CUB) ?
Quelles modalités d'articulation entre urbanisme et déplacements, à l'échelle du bassin de vie ?
Quelle diversité de réponses apporter sur les territoires de la CUB, en matière de transports collectifs ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 10 : L'incitation et l'accompagnement des acteurs du territoire vers des mobilités durables

23

Des points forts

- Qualité de service : Certification NF Service des 3 lignes de tramway, du service Mobibus et de 8 lignes de bus
- Etude réalisée sur la performance commerciale du réseau de bus
- Guide pratique « La Vie Vélo » et carte du réseau cyclable de la CUB
- Site « circulation-lacub.com » : une rubrique pour « se déplacer autrement »
- La voiture a vu une baisse significative de 5 points de sa part depuis 1998
- Les transports collectifs urbains passent de 9% de part modale en 1998 à 10% en 2009. Cela représente en volume de déplacements un accroissement de 25%. La part des déplacements à vélo passe de 3 à 4%, tandis que la marche à pied progresse de 22% à 24%
- Existence de lignes de pédibus (déplacement à pied des scolaires)
- Politique de soutien aux PDE (10 projets suivis par la CUB : clubs d'entreprises de Pessac et du secteur du Lac, 4 sites du CHU, de l'aéroport de Bordeaux et du Service industriel de l'aéronautique AIA)
- Création fin 2009 de l'association « Movable » (CUB, Région et Département) sur les questions de mobilité : réflexion sur les tarifs, les horaires, les complémentarités entre lignes...

Des axes de progrès

- Les transports constituent le 2ème poste émetteur de GES sur le territoire de la CUB (30% des émissions dont 83% pour le transport routier et de marchandises)
- La voiture reste le mode dominant, avec 59% des déplacements effectués. Les distances moyennes théoriques parcourues en voiture ne sont que de 6 km
- L'évolution de la place des TC en 10 ans est faible (1 point)
- Les vitesses moyennes en voiture et deux-roues motorisés restent bien supérieures à celle des transports collectifs urbains.
- Le taux de motorisation moyen est de 1,25 par ménage (1,22 en 1998). Il est supérieur à celui observé sur les agglomérations de Lille ou Lyon, mais proche de celui de Toulouse
- Faiblesse de l'équipement des ménages en vélo, en centre-ville
- La marche à pied s'est effondrée dans les secteurs périphériques
- Seul 3% du stationnement est payant sur le territoire
- Pas de plan de communication sur la mobilité déployé
- Pas d'observatoire des déplacements, ni de fonction de conseil en mobilité (poste vacant à la DDU)
- Des services techniques pas toujours informés des projets politiques
- La campagne de soutien aux PDE semble s'être essouffée ou avoir été peu suivie d'effets

Projets de la CUB

- Projet de création d'une maison de la mobilité à l'échelle communautaire : fonction de conseil, d'orientation autour de tous les modes de transports, croisée avec un Bureau des Temps
- Réflexion engagée pour imposer, via le PLU, des locaux à vélos dans les nouvelles constructions

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Questions clés pour la CUB :

- Quelle politique du stationnement comme levier pour inciter au report de la voiture vers d'autres modes ?
- Quelle approche du partage de la voirie entre l'automobile, les transports en commun et les modes doux ?

-

+

Enjeu 11 : Une approche globale des risques et des nuisances

24

• Des points forts

- Répartition de compétence : cartographie des bruits exercée par la Cub, la lutte contre le bruit revenant aux communes. La Cub accompagne les communes sur leurs plans de prévention du bruit.
- 2 plans de prévention des risques et inondations
- 2 plans de prévention des risques forestiers en cours de formalisation
- La Cub est partenaire du référentiel inondation gironde RIG, lequel permet d'améliorer les connaissances en matière de prévision des risques notamment quant aux impacts des futures projets

• Des axes de progrès

- Risque d'inondation qui concerne 21 communes de la Cub
- Risque de feux et incendies de forêt sur les communes de Mérignac, Pessac, Saint Aubin du Médoc, Saint Médard en Jalle et Le Taillan Médoc

Projets de la CUB

Plan de mandature 2008/2014

Cartographie des zones à risques

Schéma directeur d'aménagement des zones inondables

Questions clés pour la CUB : Quels outils de sensibilisation à destination du grand public?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 12 : Une approche transversale de la problématique des déchets

25

Des points forts

- Accroissement de la collecte sélective : + 10,43%
- La compétence collecte des déchets appartient aux 7 communes de la rive droite. Pour le reste, la Cub adhère au SIVOM rive droite (délégataire privé) pour les 20 autres communes (régie directe).
- En 2009, 93% du territoire dispose du service de collecte sélective en porte à porte. La Cub dispose de 15 centres de recyclage (gestion en régie directe) + 2 centres en gestion déléguée à un prestataire privé : un centre de recyclage sur une commune de la Cub adhérant au SIVOM et un centre sur une commune limitrophe ouvert aux habitants de la Cub.
- CUB désignée « site vitrine » éco Emballages en 2008
- Concernant l'habitat collectif, le tri sélectif se fait en point d'apport volontaire; L'investissement est à la charge du bailleur ou syndic, lequel contractualise avec la Cub pour la collecte.
- La Cub se dote de 2 centres de compostage collectifs des déchets verts (issus des centres de recyclage et des apports des communes) : un déjà existant et un en projet.
- Distribution de composteurs individuels aux particuliers, mesure reprise à leur compte par certaines communes
- Un travail sur la reconversion des anciennes décharges a été mené, pour en faire des espaces naturels, de loisirs (projet du Bourgail)
- Communication institutionnelle de la CUB basée sur les objectifs de sensibilisation au tri sélectif

Fréquence des collectes?

Des axes de progrès

- Baisse du taux de performance de la collecte sélective : 34,4kg/an/hbt en 2008 pour 35,56 en 2007 due à l'accroissement du refus de collecte sélective par les habitants.
- La durée de la mesure « composteurs individuels » (un an) n'a pas permis de consolider les acquis.

Questions clés pour la CUB : Quel outil de sensibilisation participatif au tri des déchets, à destination du grand public ?

Projets de la CUB

Plan de mandature 2008/2014

Extension de la collecte sélective en porte à porte : 100% du territoire couvert au plus tard en 2011.

Initiation d'une réflexion autour de la mise en place d'une ressourcerie

Relancement de la mesure composteurs individuels

Extension de la collecte sélective en porte à porte : 100% du territoire couvert au plus tard en 2011.

Etude d'un nouveau concept de déchetterie urbaine intégrée et d'équipements modulaires

Augmentation du nombre de points de collecte enterrés

Optimisation de la gestion du tout venant en centre de recyclage : une réflexion sera engagée sur la création d'un centre de pré-tri du tout venant afin d'en extraire la part valorisable

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 13 : Une culture autour de l'eau (connaissance, gestion, protection...)

26

• Des points forts

- La zone agglomérée de la Cub est presque entièrement desservie par un réseau de collecte des eaux usées en assainissement collectif, le taux de desserte est de 99,4% en 2008.
- Existence d'un fonds de Proximité :
 - un fonds d'intérêt communal qui a vocation à remplacer les enveloppes communales d'assainissement eaux pluviales et eaux usées et de voirie de desserte,
 - un fonds d'intervention qui se divise en fonds conjoncturels d'assainissement eaux usées, eaux pluviales et dotation d'urgence et sécuritaire pour répondre aux besoins spécifiques émanant, en particulier des plus petites communes.
- La Cub est partenaire du SDAGE « nappes profondes de la Gironde, lequel vise à trouver de nouvelles ressources structurantes en eau potable
- Distribution aux particuliers de récupérateurs d'eau de pluie
- Culture interne à la Cub de l'écologie de l'eau : gestion écologique des cours d'eau notamment
- En 2007, la révision du traité de concession du service de l'eau potable avait ainsi permis une réduction de 10 % du prix de l'eau sur les 50 premiers m³ consommés. Des conventions ont été conclues en 2008 avec les grands bailleurs sociaux afin que les habitants des immeubles collectifs puissent bénéficier de cet avantage.
- Lancement par le concessionnaire d'un plan d'actions contre les fuites
- Communication institutionnelle de la Cub basée sur les économies d'eau
- Sur les 2 cimetières intercommunaux, un travail a déjà commencé : utilisation de produits éco-labellisés uniquement, récupérateurs d'eau (en projet) pour l'arrosage et pour l'utilisation des personnels (douches).
- Gestion du risque d'inondation (cf. enjeu n°7)

• Des axes de progrès

- Nécessité d'une coordination Cub/communes pour organiser une sensibilisation au développement durable sur la thématique de l'eau

Projets de la CUB

Plan de mandature 2008 / 2014

- objectif de réduction de 10 % des consommations en eau sur le territoire Cub.
- L'ensemble des 100 points de prélèvements d'eau potable sera, en 2014, doté de périmètres de protection inscrits au PLU des différentes communes concernées.
- Suppression des rejets directs d'eau usée dans la nature
- Remplacement ou réhabilitation, d'ici fin 2013, de l'intégralité des branchements en plomb encore présents sur le réseau de distribution d'eau potable
- création prévue d'un comité des usagers de l'eau, instance tripartite de transparence et de dialogue

Questions clés pour la CUB : Quel outil de sensibilisation participatif à la préservation de la ressource eau, à destination du grand public ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Axe 3 : Le développement économique au regard du développement durable

27

LES ENJEUX

- Transversaux :
 - 14 Attractivité économique et soutien à l'entrepreneuriat
 - 15 L'exemplarité des acteurs socioéconomiques
- Thématiques :
 - 17 La redynamisation du secteur agricole
 - 18 Le secteur tertiaire, moteur de l'économie ?
 - 19 Des filières de développement économique innovantes : économie verte, créative et alternative

Enjeu 14 : Attractivité économique et soutien à l'entrepreneuriat

28

• Des points forts :

- Attractivité économique: 1,2 millions de salariés, 200 000 établissements, 3ème région française pour le nombre d'établissements tertiaires, 4ème région la plus créatrice d'emplois, dans le top 25 du FDI (*Foreign Direct Investment*) des régions européennes les plus attractives pour investir
- Vitrine technologique : 4 pôles de compétitivité, expertises techniques : aéronautique, fibre optique...
- Une charte de développement économique qui fonde l'image de Bordeaux Métropole sur le triptyque: bien vivre, bien entreprendre, partenaire crédible
- Une attractivité économique fondée en partie sur l'offre en matière de télécommunication : réseau très haut débit Inolia présent sur le territoire depuis 2007, 417km de fibres optiques sur 27 communes de la CUB
- Intelligence économique collective : des infrastructures d'accompagnement à la création d'activités
- Des plateformes collaboratives pour les acteurs économiques: Ecoparc Bordeaux Blanquefort...
- Un Observatoire de l'Immobilier d'Entreprises et le projet « Bordeaux Euratlantique » de construction d'un quartier d'affaires autour de la gare
- Une agence de développement économique : BRA
- Présence des associations territoriales et structures d'appui à la création d'entreprises , soutenues par la CUB : Arc Sud Développement, Hauts de Garonne Développement, Réseau Entreprendre Aquitaine
- Des structures d'accompagnement de projets innovants : Bordeaux TechnoWest, Bordeaux Unitec Métropole, etc.

• Des axes de progrès :

- Prise en compte progressive d'un besoin de rationalisation de l'ensemble de ces aides
- Adaptation aux spécificités des besoins des acteurs socioéconomiques: la CUB a notamment mis en évidence des attentes propres aux PME dans l'aménagement et la gestion des sites d'activités (réflexion en cours sur l'immobilier spécifique, le renforcement des PME dans les domaines stratégiques de la CUB, la prise en compte de nouveaux modes de travail etc.)
- Moins de 5% des entreprises créées en 2005 ont été accompagnées. Les principaux acteurs de l'accompagnement : Gironde Initiative, CSDL, ADIE, Aquitaine entreprendre.

Projets de la CUB

- Bordeaux Ecoparc : accueil de services aux entreprises
- Développement de l'information, des télécommunications et du multimédia, une priorité pour le développement de la métropole : assurer les bases nécessaires au développement des filières en formation et de nouvelles activités (réseaux, équipements partagés, plates-formes de services, etc.), une mission en partie prise en charge par le BRA
- Soutien et accompagnement pour l'émergence d'activités nouvelles sur le territoire ainsi que pour la coopération entre les entreprises: notamment, élaboration d'un guide répertoriant les structures d'accompagnement à la création d'entreprises
- Projet « Agglo campus » de développement des liens entre l'université et la recherche

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 15 : L'exemplarité des acteurs économiques

29

Des points forts :

- Une réflexion sur la multi-modalité qui se concrétise dans des réalisations concrètes: réalisation du complexe logistique de Hourcade (outil de rationalisation du transport combiné et du transport ferroviaire), reconversion progressive d'une partie de la plate-forme de Bruges, développement et optimisation des liaisons inter-sites, ferroviaires et routières, mise en place d'un outil de coordination et de gestion de la plateforme multisite
- L'Ecoparc, un site respectueux de son environnement et de ses habitants: déploiement d'un système de management environnemental -SME-(certification ISO 14001)
- Une démarche qualité menée sur la certification environnementale des zones d'activités par le service « Développement économique » de la CUB
- Exemplarité de la pépinière d'entreprises artisanales et de services : élaboration d'une Charte écocitoyenne partagée en 2009, marquant l'engagement « 9 actions / 9 entreprises »
- L'exemplarité du Port de Bordeaux, la mise en œuvre d'une politique environnementale exigeante :
 - Une politique foncière préservant les espaces naturels : réhabilitation du Marais du Conseiller au Verdon, contractualisation de partenariats avec le Conservatoire du Littoral, mise en place d'un plan de gestion intégrée de la zone côtière du Verdon
 - Des études sur l'impact environnemental des dragages
 - Préparation de la certification EcoPorts (label PERS)
 - Une commission Environnement et Développement Durable
- Un cycle de formation Eco-Habitat par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour sensibiliser les artisans aux questionnaires environnementales et énergétiques
- Le développement durable comme moteur de développement économique : le Réseau Entreprendre a soutenu la création d'activités telles que Barena (régénération naturelle de barriques usagées), Sinéo (nettoyage de véhicules sans eau), Bioéveil (construction écologique)...

Des axes de progrès :

- Quelle réflexion menée sur la création de filières de récupération des déchets issus des activités économiques ?
- Quelle animation de démarches de collaboration/mutualisation multi-acteurs ?

Projets de la CUB

- Projet de schéma de référence pour une plate-forme multisite multimodale et de mise en place d'une structure de développement et de gestion de la plate-forme multimodale et multisite
- Conseil et accompagnement des entreprises dans leurs démarches de PDE. Création d'un tarif spécial groupe entreprise pour tout achat de plus de 30 abonnements annuels « Cité Pass »
- Mise en place de 5 déchetteries réservées aux professionnels (Mérignac, Pessac, Bordeaux, Bègles et Bassens)

Question clé pour la CUB : Quelle démarche pro-active de la CUB pour inciter les entreprises locales à l'exemplarité et les accompagner dans ces démarches ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?



Enjeu 16 : Circulation des hommes et des marchandises, le rôle structurant du port sur le territoire

30

• Des points forts :

- Contexte: 6^{ème} port maritime français avec de vastes potentialités de desserte par la voie maritime, 9 millions de tonnes de marchandises par an, soit un report modal de 400 000 camions. 400 personnes employés par le GPMB
- Un domaine foncier exceptionnel (1 550ha disponibles), un rôle attractivité puissant auprès d'entreprises créatrices d'emplois et de trafic de marchandises
- Les principaux axes de la stratégie du Port :
 - ✦ Maintien prioritaire des accès nautique
 - ✦ Amélioration continue du traitement des marchandises
- Une déclaration environnementale sur 2004-2009 autour de trois axes :
 - ✦ Poursuivre et améliorer la connaissance environnementale
 - ✦ Se munir d'un cadre d'actions environnementales
 - ✦ Participer à une meilleure gouvernance et communiquer
- Une action forte en faveur du report modal du transport de marchandises sur voie maritime: développement du terminal à conteneurs du port de Bassens autour du cabotage et du feederling comme mode alternatif à la route en synergie avec le développement du ferroviaire et du combiné.

• Des axes de progrès :

- Quelle articulation du port avec son territoire d'ancrage en matière de développement économique, de gestion des déchets, de transport, etc. ?
- Quelle participation du GPMB dans la démarche de développement durable initiée par la CUB ?
- Faible visibilité sur l'impact des transports de marchandises et des livraisons dans la circulation . La dernière enquête marchandises date de 1995

Projets de la CUB

- Participation au développement du Grand Port Maritime de Bordeaux: amélioration des liaisons entre le port et son espace régional, soutien du développement des activités sur le site
- Sur les transports de marchandises : volonté du Pôle Mobilité de se doter en 2010-2011 d'un nouvel outil, pour disposer d'un modèle permettant d'anticiper les problèmes de congestion, de stationnement, d'émission de GES et de pollution de l'air. Cet outil est envisagé en lien avec le MEEDDM et l'ADEME (financement partiel de l'étude), et avec des partenariats (CG, CR, Ville de Bordeaux, fédérations de marchandises). Le transport de marchandises est l'un des chantiers qui vont alimenter la révision du PDU.

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 17 : La redynamisation du secteur agricole

31

Des points forts :

- Agriculture, des constats: une centaine d'agriculteurs/exploitants, des types de cultures relativement variés (maïs, élevage ...) avec une présence forte de la viticulture
- Le levier des contrats locaux consommateurs-producteurs : un facteur d'engagement citoyen
 - ✗ 11 AMAP existent sur l'agglomération ainsi qu'un relais AMAP.
 - ✗ Une chargée de mission s'occupe du développement des AMAP en Gironde
 - ✗ Des attentes fortes des consommateurs vis-à-vis du réseau agricole
- Mise en place d'un système agricole/alimentaire local par le FRCIVAM :
 - ✗ Travail collectif des collectivités locales, des consommateurs et des agriculteurs pour mieux valoriser l'agriculture et l'alimentation locale en vue d'une consommation durable, respectueuse de l'écologie des milieux et de la santé humaine
 - ✗ Une première expérience, la « couveuse agricole »: permettre aux porteurs de projets agricoles de tester leurs projets avant leur installation
- Des guides communautaires de référence en termes de pratiques agricoles pour les nouveaux agriculteurs

Des axes de progrès :

- Des espaces agricoles sous la pression du foncier à bâtir : des outils opposables(PLU) peuvent être mobilisés pour préserver les espaces agricoles
- Un statut d'agriculteur à pérenniser : temps d'amortissement, fermage... autant de freins à l'installation de nouveaux agriculteurs
- Un manque de ressources sur les thématiques agricoles en interne de la CUB
- Un manque de dynamique collective dans le secteur périurbain
 - ✗ Besoins en termes d'accompagnement et de coordination du réseau des AMAP
 - ✗ Besoins d'accompagnement sur la question des chantiers d'insertion
 - ✗ Besoins en termes de sensibilisation et d'éducation pour faire émerger une nouvelle culture alimentaire

Projets de la CUB

- Soutenir une agriculture multifonctionnelle dans un espace périurbain
- Développer l'essaimage des « contrats locaux consommateurs-producteurs »: accompagner la création de 20 nouvelles AMAP sur la CUB et en Gironde
- Accompagner les producteurs à la vente directe de proximité et collective (mise en place d'un point de vente collectif)
- Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs en zone urbaine et périurbaine
- Favoriser l'émergence d'activités tournées vers la création de produits nouveaux (alimentation, santé...)

Question clé pour la CUB : La CUB souhaite-t-elle se saisir de l'opportunité qu'est la LMA (Loi de Modernisation de l'Agriculture) afin de redonner un sens à l'agriculture comme secteur économique et animateur du territoire?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 18 : Le secteur tertiaire, moteur de l'économie ?

32

- **Des points forts :**

- Le secteur tertiaire, un des moteurs de l'économie locale
- 1^{er} secteur recruteur : 79% de l'emploi salarié privé
- 149 sièges sociaux de plus de 100 salariés sur la CUB
- 1/3 tiers des établissements du tertiaire dans les services aux entreprises
- 4^{ème} place bancaire française
- Leadership français sur l'informatique et la santé
- Forte progression dans les fonctions R&D et Études
- Répartition de l'emploi salarié, le poids des services aux entreprises :
 - 32% de l'emploi salarié relève des services aux entreprises
 - 24% relève du commerce
 - 14% relève de l'éducation, de la santé et de l'action sociale
- La présence structurante de Inolia, plus grand projet européen public de réseau très haut débit
- La pépinière d'entreprises artisanales et de services de fonctionnement, un outil pour favoriser l'installation d'acteurs économiques en centre-ville

- **Des axes de progrès :**

- L'enjeu de la taxe professionnelle :
 - La principale recette de la CUB: 331M€ versés par les 41 201 entreprises assujetties
 - Un apport diffus, répartis sur des petites entités de proximité: presque 50% de la taxe professionnelle est apportée par plus de 40 000 redevables

Projets de la CUB

- Limiter l'extension des grands centres commerciaux de périphéries existants
- Contribuer à renforcer le commerce de proximité et de centre-ville dans le cadre de la programmation des opérations d'urbanisme

Question clé pour la CUB : Quel positionnement face à l'enjeu de la disparition de la taxe professionnelle ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 19 : Des filières de développement économique innovantes : économie verte, créative et alternative

33

• Des points forts :

- Un territoire porteur d'innovation: La CUB, 2ème rang national pour les investissements régionaux dans la recherche et l'enseignement supérieur
- Économie verte : Ecoparc Bordeaux Blanquefort, campus de l'éco-construction, Pôle de l'intelligence environnementale (Bègles), Village de l'éco-construction (Floirac)
- Énergies renouvelables, des outils en cours : une Agence Locale de l'Energie pour la promotion des EnR et l'animation de réseau « biomasse », une SEM en cours de création
- Économie créative
 - Terres Neuves (Bègles): pôle d'entreprises dans les domaines de la production audiovisuelle, du spectacle vivant, de la communication, de l'architecture et des arts plastiques en cours de finalisation
 - Résidence Numérique de création de bandes dessinées
- Economie sociale et solidaire: 9% des établissements et 16% de l'emploi salarié privé aquitain
 - Un partenariat structurant avec la CRESS, opérateur de la CUB sur certaines études, notamment en lien avec la création d'une future ressourcerie/recyclerie
 - Un appui aux micro-projets associatifs : 27 projets soutenus par an, à hauteur de 23 000€, autour de thématiques du DD : circuits courts, autopartage (CUB membre de la SCIC « Autocool », déchets, logement solidaire...
 - Des structures d'accompagnement: ADIE, CSL, Gironde Initiative, GARIE, Maison de l'Initiative de l'Entrepreneuriat, Aquitaine Active, Chambre Régionale de l'ESS, Coopérative d'Activités et d'Emplois Coop'Alpha, Crédit Coopératif, et création de l'association « La Fabrique à Initiatives »

• Des axes de progrès :

- Une image économique de la CUB résidentielle et traditionnelle qui peine à se positionner sur les secteurs de l'entrepreneuriat et de l'innovation
- Economie sociale et solidaire:
 - Nécessité d'un plan cohérent de développement afin de coordonner les nombreux projets émergents sur le territoire, un travail en cours dans le cadre du Schéma de Développement Economique.
 - Des besoins en matière de formation, d'outillages des porteurs de projets, notamment sur l'ingénierie financière
 - Un manque de recul sur les effets produits par le développement de l'ESS sur le territoire

Projets de la CUB

- Bordeaux Ecoparc : accueil de services aux entreprises
- Candidatures à l'accueil de grands projets scientifiques et industriels
- Véhicules électriques et renforcement de l'image d'innovation et d'écoresponsabilité de la CUB:
 - Accompagnement auprès des acteurs locaux en matière de R&D et d'industrialisation
 - Pôle de compétence en matière d'innovation
- Soutien complémentaires aux communes pour l'émergence de clusters ou fabriques d'activités économiques ou sociales innovantes associées à des expérimentations artistiques ou culturelle
- Réflexion sur la création d'un pôle « Economie créative »

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Axe 4 : La CUB comme administration exemplaire et durable

34

LES ENJEUX

- **Transversaux :**
 - 20 : Consommations et éco-gestes au sein des services
 - 21 : La commande publique responsable
 - 22 : L'intégration des déterminants de la démarche
« développement durable » dans les fonctionnements de la CUB

• Points forts

Efficacité énergétique des bâtiments de la Cub : 1 530 000 KWh économisés en 2008, par rapport à 2006 sur le patrimoine de la Cub.

Plan de maintenance durable du patrimoine bâti basé sur la réduction moyenne de 25 % des consommations énergétiques et l'utilisation d'énergies renouvelables

Chaque bâtiment communautaire fait l'objet d'une étude spécifique liée à la recherche d'économie d'énergie et de consommation de ressources

Sur l'ensemble du parc automobile léger de la Cub, 70% des véhicules sont propres (électriques ou GPL). Vélos et vélos électriques à disposition des services

Lancement d'une action PDE : flotte de vélos, prise en charge de la totalité du Tickart, contre le rendu de la place de stationnement, site de covoiturage ouvert aux agents de tous les établissements relevant de ces 5 institutions : la Cub, le Conseil Général, le Conseil régional, la préfecture de la Gironde et la ville de Bordeaux, www.moiyecovoiture.com

Consommation d'eau :

- objectif de réduction de 30 % des consommations en eau sur les bâtiments communautaires
- sur les 2 cimetières intercommunaux, un travail a déjà commencé :
 - ✓ utilisation de produits éco-labellisés uniquement, récupérateurs d'eau (en projet) pour
 - ✓ l'arrosage et pour l'utilisation des personnels (douches).

Consommation de papier / dématérialisation :

- Réflexion partenariale avec le CG et le CR (implantés sur le même site de Mériadeck) pour mutualiser, et limiter les envois de certains documents papiers.
- Action auprès des élus. Chaque élu, en début de mandat, a eu droit à l'achat d'un ordinateur. Des formations à l'informatique sont proposées à tous les élus. Ils reçoivent dorénavant les documents préparant les commissions, bureaux et conseils, par mail.

Une plateforme (« Cubécité ») a été créée, où les élus téléchargent et déposent des documents.

Informatique : un groupe de travail s'est formé pour travailler sur les logiciels libres en vue

Phase de démarrage d'une politique écocitoyenne en interne. Les premières actions concernent l'utilisation du papier.

Une AMAP est réservée aux agents de la Cub

• Axes de progrès

- Les actions menées pour les déplacements n'ont pas suscité de changement de comportement global de la part des agents ou des élus
- La communication auprès des agents reste à renforcer autour des éco gestes
- Les critères responsables introduits dans les Marchés publics pourraient être un levier pour une exemplarité en interne.

Questions clés pour la CUB : Quels outils de sensibilisation adoptés pour viser un changement de comportement des agents sur le lieu de travail ?

Projets de la CUB

Plan de mandature 2008/2014

-Rénovation de l'hôtel de la Cub qui permettra de réduire de 50 % la consommation d'énergie

- En 2012, construction d'un nouvel immeuble de bureau, lequel sera un bâtiment à énergie positive.

- Recherche de solutions innovantes : récupération des eaux usées pour le chauffage

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 21 : La commande publique responsable

36

Des points forts :

- Clauses sociales : 15 000 heures d'insertion réalisées, 25 000 planifiées (chantier de l'Hôtel de Communauté)
- Clauses environnementales : 800 ordinateurs, dans le cadre de l'appel à projets de l'ADEME
- Dématérialisation des marchés publics sur une plateforme
- Certification ISO 9001-2000 pour la passation des appels d'offres et marchés négociés
- 700 000 € économisés en 2009 par les négociations de marchés
- Anticipation et analyse des besoins : une 1^{re} expérience de « cahiers charges fonctionnel » en 2009
- Optimisation des passations de marchés (mutualisations) : de 2000 MAPA en 2005 à 1000 en 2009
- Utilisation d'indicateurs et réalisation de bilans de l'intégration de la clause sociale
- Reconnaissance externe, visibilité, participation aux réseaux :
 - La CUB a reçu deux prix en 2009 dans le cadre des Trophées de la commande publique
 - La CUB est adhérente au réseau Achat publics responsables Aquitaine
- Une organisation interne pertinente autour de la DCAM :
 - Un responsable adjoint du département achats dédié à l'intégration du développement durable
 - Un travail en transversalité : expertise, veille et accompagnement des services
 - Actions d'information / formation et diffusion d'un guide pratique
- Une « éco »-labellisation de la nomenclature interne des types de marchés
- Intervention en amont : campagne annuelle de recensement des projets de passation de marché
- La DCAM assure le contrôle et le suivi de la mise en œuvre des marchés à clause d'insertion, en partenariat avec le Service ESS (Pôle économique). Une coordination via un Groupe Projet
- Bonnes pratiques : stands pour les événementiels, objets promotionnels, prestations d'entretien des espaces verts et de ménage, conditions d'exécution des marchés (emballage, livraison...)

Des axes de progrès :

- Intégration large de clauses environnementales dans les marchés, notamment de travaux
- Systématisation de la démarche d'anticipation des marchés, d'analyse fonctionnelle des besoins et d'étude au regard du DD avec le Département Achat (connaissance de 25% des marchés en 2009)
- Introduction de critères qualitatifs dans la démarche de suivi, les indicateurs
- Mise en valeur en interne de la démarche d'achats responsables
- Sensibilisation des services sur l'évaluation du service / produit, sur la notion de coût global

Questions clés pour la CUB : Quelles possibilités de mutualisations avec d'autres collectivités et institutions ? Quelle approche sur la question de la négociation des marchés avec les fournisseurs ?

Projets de la CUB

- Volonté d'accompagner les entreprises locales, et notamment les PME et les CAT : partenariat en cours avec la CCI (Plan de Mandature)
- Objectifs de la DCAM :
 - Réaliser des marchés associant considérations environnementales et clauses sociale
 - Pour chaque direction, réaliser 3 à 4 marchés responsables avec un appui systématique de la DCAM au stade de la planification
 - Mettre en place un plan de formation graduel en fonction des souhaits des agents et des différents corps de métiers
 - Mettre en œuvre une « comptabilité » spécifique des marchés « éco-responsables » pour suivi des évolutions, analyse des résultats et réalisations de bilans annuels
- Une demande du Président de diversifier les approches des clauses sociales : égalité homme/femme, diversité des profils et des niveaux des personnes recrutées...

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Enjeu 22 : Intégration des déterminants de la démarche développement durable dans les fonctionnements de la Cub

37

- **Points forts**

- 2549 agents titulaire et 67 contractuels en 2008, 252 recrutés, 5 850 départs en formation
- L' Agenda 21 de la Cub constitue une opportunité de travailler en transversalité : décroisement des services, décroisement des champs de compétences
- Le développement durable est un des axes stratégiques des projets de services.
- Elaboration d'une Charte management : travail participatif regroupant des cadres, des agents de maîtrise et agents.
- Mise en place des **parcours professionnels** , lesquels s ont permis d'élaborer des plans individuels de développement des compétences
- Extension de la méthode gestion et suivi des projets
- Mise en place d'indicateurs de performances au sein des services

- **Axes de progrès**

- Des actions en faveur du développement durable qui restent à valoriser
- Un sentiment d'appropriation du développement durable par tous les services qui minimise l'importance d'une expertise développement durable propre à un service.
- L'organisation politique de la CUB est très segmentée sur le développement durable : 7 élus communautaires sont concernés par le DD.
- Un cloisonnement des services (manque de partage d'informations) qui tend à évoluer à l'instar du projet de tramway, lequel a permis la mobilisation des services de la Cub autour d'un projet.
- Manque d'un plan de formation sur le développement durable au sein de la Cub

Projets de la CUB

Projet : intégrer le développement durable comme critère dans les objectifs de services

Elaboration en cours de l'Agenda 21 portant notamment sur le fonctionnement interne de la Cub

Questions clés pour la CUB : Comment intégrer plus de transversalité dans le fonctionnement des services? Comment faire du développement durable une habitude de travail?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Axe 5 : La CUB comme partenaire pour un territoire durable

38

LES ENJEUX

- **Transversaux :**
 - 23: La cohérence de l'action publique territoriale de la CUB avec ses partenaires
 - 24: Les outils de gouvernance et de concertation avec les usagers, la participation de tous à la vie de la cité

Enjeu 23 : La cohérence de l'action publique territoriale de la CUB avec ses partenaires

39

Des points forts :

- Recherche systématique de pratiques de coopération avec les collectivités concernées, dans le cadre de la réalisation des infrastructures jugées prioritaires et des grands équipements, des grands dossiers d'investissement industriel, du développement de pôles de compétences et du tourisme
- Présence permanente de la métropole et de sa région auprès de la Commission Européenne et des principaux réseaux institutionnels européens
- Rôle d'impulsion de la CUB par rapport à l'intégration du développement durable dans les projets territoriaux : mission de conseil et d'accompagnement de la CUB vis-à-vis des communes (élaboration de guides méthodologiques), de plus en plus reconnue comme partenaire-ressource (exemple sur la rédaction de cahiers des charges des marchés publics, sur la sensibilisation au développement durable...)
- Participation active à la dynamique de développement d'Agendas 21 locaux (22 communes de la CUB sur 27 engagées dans cette démarche avec des stades d'avancement différents; 2 Agendas 21 labellisés par le MEEDDM)
 - Participation de la CUB au Comité Départemental des Agenda 21 locaux (CDA21) de la Gironde, (instance de pilotage)
 - Participation de la DDEU aux réunions de concertation sur l'A21 du Conseil Général (avec lequel elle cofinance à hauteur de 50% des postes de chargés de mission Agenda 21)
- Des outils des coopération entre la Cub et ses communes: l'Intranet Cubecités, les Conférences de communes et les contrats de co-développement(27 projets de territoire et 600 actions à décliner entre 2009 à 2011, portées conjointement par les villes et la Cub).
- Soutien des actions communales concernant la mise en adéquation des besoins de leurs administrés en termes d'équipements de viabilisation et de petites opérations d'aménagement de leur espace public via la création d'un Fond de proximité

Des axes de progrès :

- Diversification et simplification des dispositifs permettant les liens entre la CUB et ses communes
- Satisfaction de l'ensemble des communes sur les Contrats de co-développement; besoin de clarifier le dispositif
- Manque d'articulation territoriale de la politique des déplacements
- Plus grande territorialisation de la commande publique (s'appuyer sur le rôle du MISEPC)
- Réflexion sur le transfert de la compétence Voirie aux communes

Projets de la CUB

- Recherche et développement des coopérations institutionnelles dans le secteur aéronautique et spatial (*Stratégie interrégionale et internationale de Bordeaux Métropole*)
- Création de partenariats pour jouer un rôle moteur au sein du grand sud-ouest européen (*Charte de développement économique*)
- Accord de co-développement conclu avec la Région et le Département
- Evaluation des contrats de co-développement au terme de 3 ans et renouvellement pour 2012-2014
- Groupes de travail 1^{er} semestre 2010 à l'issue du Livre Blanc de 2009 sur la commande politique pour faire changer les relations entre la CUB et les communes
- Création et animation de « lieux » d'information et de réflexion partagée développer un esprit de dialogue, de réflexion collective et de coopération entre les acteurs économiques et institutionnels sur le développement de la métropole (travail avec les Chambres Consulaires, les institutions économiques et les organisations représentatives)

Question clé pour la CUB : Comment optimiser les relations de la CUB avec les communes et les acteurs socioéconomiques du territoire, dans le cadre de l'Agenda 21 communautaire ?

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Des points forts :

- Soutien au tissu associatif : octroi d'aides financières ou matérielles (titres de transport, véhicules réformés, objets promotionnels...) aux associations ayant un lien direct avec les politiques de la CUB
- Rôle du Conseil de développement (C2D) regroupant 160 représentants (des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs, ainsi que des citoyens), en capacité d'intervenir par auto-saisine sur quatre sujets par an (discrimination et précarité, culture et développement urbain, jeunesse et esprit d'entreprendre, environnement)
 - *Elaboration d'une Charte de la participation citoyenne à l'action publique communautaire proposée en 2009*
 - *Plusieurs communes de la CUB ont leur propre Conseil de Développement Durable*
- Utilisation d'Internet comme un réel outil d'information et de participation : 3 sites communautaires dédiés aux grands projets (site de la CUB, blog spécifique, site relatif aux concertations de la CUB)
- Partenariats avec des acteurs associatifs en particulier lors d'événements sur le développement durable (exemple avec « les amis du marais de Montferrand » / Conservatoire botanique sud-atlantique)
 - *Adhésion au CAUE : accompagnement sur la mise en place de la Trame verte et bleue (en lien avec l'élaboration du PLU)*

Des axes de progrès :

- La charte de la participation paraît peu applicable : très générale. D'ailleurs son contenu n'est pas communiqué.
- Mise en place de critères pour octroyer des subventions auprès de partenaires associatifs
- Relations à approfondir avec l'ADIL, le FRCIVAM, le Réseau Entreprendre en Aquitaine, la Pépinière d'entreprises artisanales et de services...
- Dispositif de concertation à déployer avec le CAUE sur la Trame verte et bleue

Projets de la CUB

• Prise en compte de la *Charte de la participation citoyenne à l'action publique* dans l'ensemble des projets menés par la CUB avec un objectif de co-construction (Projet de mandature 2008/2014)

Questions clés pour la CUB : *Quelle évaluation des outils de concertation mis en place ? Quelle diversification des modes de participation de la CUB (dispositifs actuels basés sur l'outil Internet) ?*

Quelle prise en compte de cet enjeu par la CUB ?

Annexes

Sigles et abréviations

42

- ACUF : Association des Communautés Urbaines de France
- ADIL : Agence départementale d'information sur le logement
- AOC : Appellation d'Origine Contrôlée
- AMAP: Association pour le maintien d'une agriculture paysanne
- CAT : centre d'aide par le travail
- CG : Conseil Général (de la Gironde, par défaut)
- CR : Conseil Régional (Aquitaine, par défaut)
- EPFL : établissement public **foncier local**
- ESS : économie sociale et solidaire
- FEDER : Fonds européen de développement régional
- FRCIVAM : Fédération régionale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture en milieu rural
- GPMB: Grand Port Maritime de Bordeaux
- LGV : Ligne à grande vitesse
- LMA: Loi de Modernisation de l'Agriculture
- OIN : Opération d'Intérêt National
- MAPA : Marché à procédure adaptée
- MISEPC : Mission Evaluation Prospective Conseil
- PDE : Plan de déplacements d'entreprise
- PLU : Plan Local d'urbanisme
- PLH : Programme local de l'habitat
- PME : petites et moyennes entreprises
- SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif
- TBC : « Tram et bus de la CUB » (Par un contrat de délégation de service public, Keolis Bordeaux gère depuis le 1er mai 2009 et pour 5 ans le réseau des transports urbains de la Communauté Urbaine de Bordeaux).
- TC : transports en commun

Sources

43

- Enquête Ménages Déplacements (2009)
- Bordeaux Métropole Ambitions
- Rapport annuel d'activité CUB 2008
- Contrats de co-développement - les objectifs de l'agglomération
- Fiche ADEME « Mise en œuvre d'une politique d'achats responsables
- Site Internet du Port de Bordeaux
- Plaquette Politique environnementale Port de Bordeaux
- Site Internet de la CUB
- PLH, livres 1 et 2
- Guide pour la création d'entreprises de la CUB
- Agendas 21 des communes : ...
- Charte de développement économique
- Plaquette PIG Habitat
- Observatoire du PLH, rapport 2005
- Référence aux entretiens individuels réalisés début 2010